



PRÉFET DE L'ISÈRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes

Unité Départementale de l'Isère

Grenoble, le 9 novembre 2022

Affaire suivie par : Julia BRECHEISEN
Pôle territorial
Subdivision T4
Tél. : 04 76 69 34 32
Courriel : julia.brecheisen@developpement-durable.gouv.fr

Réf. : 2022-Is063T4

**DEPARTEMENT de l'ISERE – Société LELY ENVIRONNEMENT
à Saint-Quentin-sur Isère
N°SIRET : 06450308900027**

Création d'un centre de tri de déchets non dangereux – site de Saint-Quentin-Sur-Isère

Rapport de l'inspection des installations classées

Réf. : Dossier de porter à connaissance – Anteagroup – réf. 107571 version 3 du 30 avril 2021 –
transmis par l'exploitant par courriel du 6 mai 2021

Adresse d'exploitation : Lieu-dit L'Echaillon
38210 Saint-Quentin-sur-Isère

Adresse administrative: 37 rue Pierre Sébard
BP64 – 38602 FONTAINE Cedex

Activité principale de l'établissement : Collecte de déchets non dangereux

Code AIOT de l'établissement : 006103167

Priorité DREAL : PN

Copies : JBr, chrono T4

1. OBJET DU RAPPORT

La société LELY ENVIRONNEMENT exploite sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), soumise au régime de l'autorisation (arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017).

Il comprend notamment les installations suivantes :

- une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) ;
- une plateforme de compostage (déchets de bois, déchets verts et boues papetières),
- une plateforme de valorisation de bois (déchets de bois, grumes et plaquettes), pour envoi en valorisation matière ou énergétique,
- une plateforme de maturation et de traitement des mâchefers,
- une plateforme de tri et valorisation des déchets de gravats et déchets industriels non dangereux,
- des installations annexes (cuves et citernes de collecte des lixiviats, des bassins étanches de collecte des eaux pluviales, une unité de valorisation du biogaz, des postes de distribution et des cuves de stockage de carburant...)

Le site compte une vingtaine d'employés.

Il fonctionne en journée du lundi au vendredi (6h-18h) et le samedi matin (6h-13h).

LELY ENVIRONNEMENT exploite également un centre de tri des déchets non dangereux (provenant de déchets de chantiers et de sites industriels) sur son site de Fontaine. Or les besoins locaux augmentent et atteignent les limites de capacité du site. L'exploitant prévoit de créer un deuxième centre de tri sur le site existant de Saint-Quentin-sur-Isère, en étendant ainsi le périmètre ICPE de son site.

L'emprise globale du projet se décompose en deux parties :

- Environ 1,8 ha compris dans l'emprise autorisée de l'installation de stockage de déchets non dangereux
- Environ 0,7 ha hors emprise autorisée, sur l'ancien site de la société RAVANAT CHAUDRONNERIE (fermée depuis le 21 décembre 2019, ses activités ont fait l'objet du récépissé de déclaration n° 25 549 du 8 janvier 1997 puis de la preuve de dépôt n°A-2-T5RIIEZ1P délivré à la société RAVANAT suite à sa déclaration de cessation d'activités du 27 septembre 2022), aujourd'hui propriété de LELY ENVIRONNEMENT.

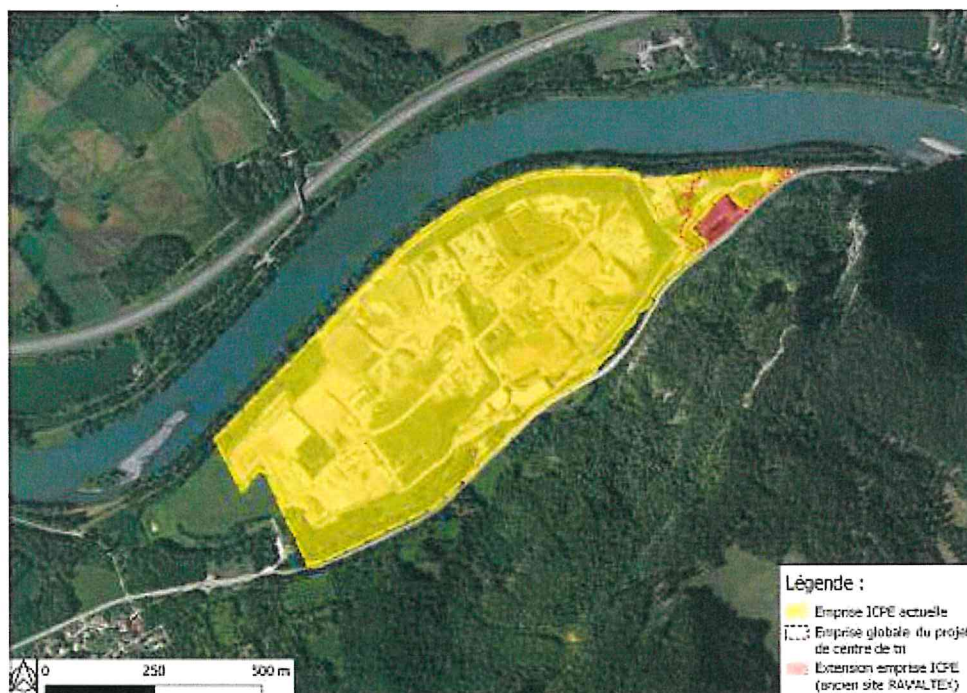


Figure 1 : localisation du projet (extrait du dossier)

L'activité est concernée par les rubriques 2714 « Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois » et 2716 « Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), régime

de l'enregistrement. Le projet fait passer la rubrique 2714 du régime de la déclaration au régime de l'enregistrement.

Ce projet constitue une modification notable du site existant. L'exploitant a donc transmis au préfet par courriel du 6 mai 2021 un dossier de porter à connaissance pour la création d'un centre de tri de déchets non dangereux sur le site de Saint-Quentin-sur-Isère, comme demandé par l'article L 181-14 du Code de l'environnement.

Le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant comprend :

- la présentation du site existant
- la présentation du projet
- les effets du projet sur la situation administrative du site
- La notice d'incidences du projet
- La notice de danger du projet
- la synthèse qui indique que le projet n'entraînera pas de modifications notables de la situation administrative du site actuellement autorisée

L'étude de cette demande fait l'objet du présent rapport, qui conformément à l'article R 181-46 II du Code de l'environnement, analyse le caractère substantiel des modifications demandées et propose au préfet les suites à y donner.

2. ORIGINE DE LA DEMANDE ET PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet comprend :

- la démolition d'un des 3 bâtiments existants ;
- la construction de 3 bâtiments : « B1 » bâtiment de tri des déchets entrants, « B3 » stockage de cartons, « B4 » stockage des balles ;
- l'aménagement de 2 bâtiments existants : « B2 » presse à balle et « B5 » bureaux ;
- un poste de garde et une aire d'attente pour les poids-lourds ;
- un parking pour les voitures ;
- un local technique et une cuve de réserve incendie (350 m³) ;
- un bassin de rétention des eaux pluviales et des éventuelles eaux d'extinction d'incendie (1 200 m³) ;
- l'aménagement des voiries.

Les activités réalisées y seront :

- la réception des déchets non dangereux (déchets industriels : 40 000 t/an et déchets de chantier environ 100 000 t/an) et le tri (du bois, des papiers, des cartons, des plastiques, du plâtre, des déchets inertes, des ferrailles, etc) ;
- la mise en balles des déchets triés de papier, de cartons et de plastiques ;
- Le stockage de l'expédition des déchets hors site (sauf pour les déchets bois qui seront valorisés sur la plateforme de traitement existante du site).

Pour l'aménagement du projet, la surface :

- des bâtiments conservés représente 1 375m²
- des bâtiments démolis représente 630m²
- des bâtiments construits représente 5 336m².

L'exploitant exploite actuellement des installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2716 et à déclaration pour la rubrique 2714. Le projet, quant à lui, est soumis à enregistrement pour les rubriques 2714 et 2716. Il engendre donc un changement de classement pour la rubrique 2714 qui passera du régime de la déclaration au régime de l'enregistrement.

De plus, le projet nécessite une extension (0,7 ha) du périmètre actuel de l'ICPE, sur l'ex site Ravanat Chaudronnerie.

Une mise à jour administrative liée à l'évolution de la nomenclature des ICPE sera intégrée au projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

En effet, initiée par la publication des conclusions sur les MTD du BREF WI « incinération des déchets » le 3 décembre 2019 qui intégraient les installations de maturation des mâchefers non connexes à des incinérateurs, la rubrique 3532 de la nomenclature des ICPE a évolué. L'installation de maturation des mâchefers exploitée sur le site de Saint-Quentin-sur-Isère est donc dorénavant concernée par la rubrique

3532, en plus de la rubrique initiale 2791. Le tableau des activités sera modifié, et les MTD du BREF WI sont applicables à cette installation.

3. ANALYSE DE L'INSPECTION

3.1. Conformité réglementaire

Le projet respectera les dispositions de l'**arrêté ministériel du 06/06/18** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) et 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE.

Concernant le respect des valeurs limites de bruit, et au vu des plaintes qui existent actuellement sur le site existant, il sera demandé à l'exploitant de réaliser une étude acoustique dans le mois suivant le démarrage des activités, sans attendre les trois ans demandés par l'arrêté préfectoral du site.

Le projet augmentant la quantité de déchets présents sur le site, la mise à jour du calcul des **garanties financières** a été nécessaire :

	Situation du site existant (en 2014)	Situation du site avec projet de Centre de tri
ISDND	6 603 980,09 € TTC	Pas de modification
Hors ISDND	2 914 253 € TTC	2 955 568 € TTC

Cette modification sera prise en compte dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

L'emprise du projet est située en zone b1 « zone d'autorisation sous conditions » du **plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de l'entreprise Titanobel**, situé sur la commune de Veurey-Voroize et classé Seveso seuil haut au titre de la nomenclature des ICPE. Le PPRT indique : « Les zones « bleu clair » b correspondent dans le présent PPRT à des zones réglementaires soumises aux aléas de surpression par des phénomènes dangereux à cinétique rapide, de danger indirect par bris de vitre. La zone « b » est découpée en zones « b1 » et « b2 », différenciées par leur niveau d'intensité.

La vocation des zones « b » est de pouvoir accueillir tout nouvel aménagement ou construction, sauf les ERP (établissements recevant du public) difficilement évacuables.

Ces aménagements ou constructions devront être réalisés sous réserve du respect des prescriptions formulées par le présent chapitre. »

Le dossier indique à tort que les prescriptions du PPRT ne s'appliquent pas, Titanobel étant situé de l'autre côté du flanc de la montagne par rapport à Lely. Or les études présentes dans l'étude de danger du site Titanobel tiennent compte de l'écrantage du massif. Les prescriptions du PPRT s'appliquent à l'exploitant.

Interrogé par courriel du 8 juillet, l'exploitant a répondu le jour même en indiquant que les bâtiments construits comporteront peu de vitrages, tous présents à l'opposé du site Titanobel.

Les prescriptions du PPRT applicables au projet sont les suivantes :

- les nouveaux bâtiments sont conçus de manière à assurer la protection de leurs occupants en résistant à des effets de surpression de 50 mbar d'une durée d'application supérieure à 150 ms, les bâtiments existants ayant fait l'objet d'un changement de destination doivent faire l'objet de mesure de protection identiques sauf s'il est admis qu'ils ne nécessitent pas la présence de personnel pour fonctionner ;
- sont interdits la présence de dépôts de produits inflammables, toxiques, explosifs ;
- le personnel intervenant au sein de la zone b1 doit être informé par l'exploitant du risque technologique et de la façon de se comporter en réaction à ce risque.

Le bâtiment abritant les futurs bureaux est un bâtiment existant. L'exploitant a indiqué ne pas avoir pris en compte les prescriptions du PPRT. La DREAL lui confirme que s'agissant d'un changement d'exploitant et d'activité, la notion de « changement de destination » indiquée dans le PPRT s'applique ici : le bâtiment existant abritera du personnel et doit ainsi faire l'objet des mesures de protection afin de résister à une surpression de 50 mbar pour une durée supérieure à 150 ms.

3.2. Analyse des enjeux du projet

Le dossier étudie l'**analyse de l'état actuel de l'environnement** et classe les enjeux de négligeable à fort. 4 enjeux sont identifiés comme modérés, les autres étant évalués comme faibles :

- la nappe d'eau souterraine : située à 4 m de profondeur sur le site, il s'agit de la nappe d'accompagnement de l'Isère. Elle a atteint un bon état chimique et écologique en 2015. Les eaux pluviales seront rejetées dans l'Isère, les tests d'infiltration ayant été non concluants. La nappe au droit du site se jetant dans l'Isère, ce choix ne modifie pas le contexte hydraulique local ;
- la pluviométrie apparaît relativement élevée sur la zone de projet, avec des phénomènes extrêmes recensés récemment (2019 et 2020). La note de calcul D9A¹ prévoit ainsi un volume de 685 m³, le bassin de rétention prévu a un volume de 1 200m³. L'enjeu est pris en compte ;
- l'accès au site est présenté comme un enjeu modéré en raison d'une voie d'insertion un peu courte pour les poids lourds, celle-ci sera réaménagée.
- L'environnement lumineux de la zone est faible. Le projet est situé en zone ZICO². La zone présente une sensibilité lumineuse accrue. Le projet aura les mêmes horaires de fonctionnement que le site existant (6 h à 18h), l'éclairage sera éteint en dehors de ces horaires. L'enjeu est pris en compte.

L'impact du projet sur ces enjeux est évalué entre négligeable à faible. L'inspection partage cette conclusion.

Le dossier présente une **évaluation des risques accidentels** du projet et conclut que le risque principal est l'incendie. Plusieurs scénarios sont étudiés et des modélisations réalisées par l'outil flumilog sont proposées :

4 scénarios d'incendie généralisé (4 bâtiments) retenus pour évaluer les effets maximaux du projet

- Sc 6: Incendie généralisé du bâtiment des lignes de tri,
- Sc 7: Incendie du local de cartons,
- Sc 8: Incendie du bâtiment de la presse à balle,
- Sc 9: Incendie généralisé du bâtiment de stockage des balles

Les modélisations réalisées indiquent que les effets de ces scénarios resteront dans les limites du projet : absence d'effets soit hors site soit sur les installations du site LELY existant.

Les séparations coupe-feu et les distances d'éloignement entre les installations prévues dans le cadre du projet permettent de ne pas redouter de propagation d'un incendie vers les bâtiments adjacents.

Des moyens de détection et d'extinction appropriés sont de plus prévus.

4. AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection considère que le projet ne constitue pas une modification substantielle. Il n'est de plus pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Pour autant, le projet comprend une nouvelle activité soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2714. En application de l'article L123-19-2 du code de l'environnement, une consultation du public de 15 jours est organisée.

A l'issue de la consultation et en l'absence d'observation, l'inspection des installations classées proposera à monsieur le préfet d'accorder à l'exploitant l'autorisation d'étendre son site actuel pour créer un centre de tri de déchets non dangereux. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint à ce rapport.

Dans le cas contraire, les éventuelles observations du public seront analysées par l'inspection et le projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera susceptible d'évoluer avant d'être proposé au préfet.

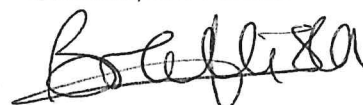
En application de l'article R.181-45, le préfet peut solliciter l'avis de la commission départementale des risques technologiques et sanitaires sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article L.181-14. Compte-tenu des éléments présentés ci-dessus (absence d'impact supplémentaire), nous proposons de ne pas solliciter cet avis.

A l'issue de la consultation du public, le projet d'arrêté proposé sera communiqué au pétitionnaire qui disposera d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations éventuelles.

Vérifié, approuvé et transmis
à monsieur le Préfet de l'Isère

Pour le directeur et par délégation,
L'agent du service prévention des risques

Grenoble, le 9/11/2022



L'inspectrice de l'environnement

¹ Dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction
² Zone d'importance pour la conservation des oiseaux

